

Dernières péripéties du débat pré-congrès Solidaire

S'enliser dans l'électoratisme ou se centrer sur la plate-forme

L'option 'B' de l'entente/alliance avec le PQ paraît sur la défensive. Le facebook pour l'option 'A' de la rupture indique des votes forts pour cette option dans les circonscriptions clefs de Montréal. On ne sait trop si c'est par électoralisme — le PQ y étant l'ennemi à battre — ou par rejet néolibéral-pétrolier-identitaire. Le candidat porte-parole le plus identifié à l'option 'B' vient de se retirer au bénéfice du candidat-vedette. Mais qu'en est-il dans les comtés beaucoup plus nombreux, surtout hors Montréal et centre-ville, où Québec solidaire est faible et où un vote QS pour le PQ pourrait aider à battre soit les Libéraux, soit la CAQ ? La solitude et l'éloignement, tout comme l'influence des vedettes du parti portées sur l'option 'B', pourraient être bien mauvaises conseillères.

Mais c'est le grand Montréal, pour ne pas dire le « croissant fertile » et son immédiate périphérie, qui bat la mesure. Le candidat-vedette, plus sa préférence paraît mal en point, devient plus prudent. Il insiste davantage sur son rôle de porte-parole et est plus enclin à reporter le débat à l'automne sans doute parce que la chefferie péquiste aura encore mieux paré la mariée qui en a bien besoin pendant que lui-même, alors au cœur de Québec solidaire comme député-porte-parole, pourra peser d'un poids plus lourd. Le député Khadir, ardent promoteur de l'option 'B', revient à la charge avec un diaporama détaillant minutieusement et savamment les avantages pour QS d'un important partage de comtés avec le PQ. Mais le PQ ne sent-il pas le bois mort ?

Pour mêler davantage les cartes s'ajoute la bizarroïde grande coalition anti-Libéraux pour la seule proportionnelle, en fait une version extrême de l'option 'B'. Ce château virtuel d'une effarante complexité dans sa mise en œuvre et supposant une confiance réciproque inexistante de la part d'ennemis jurés ne le veulent ni le PQ ni la CAQ avides de compétition immédiate pour les prébendes gouvernementales. S'il sortait malgré tout de terre, étant donné le temps d'organiser une élection à la proportionnelle (2 ans), il obligerait à une gouvernance qui serait de facto celle PQ-CAQ appuyée au besoin par les Libéraux. QS serait le dindon de la farce et en paierait le prix.

Comme si ce n'était pas suffisant, embarque le débat à propos de la « fusion » avec Option nationale (ON) souhaitée ardemment par le candidat-vedette et par la direction du parti. ON est un petit parti de « purzédurs » pour qui la question sociale est une tactique comme l'était le « préjugé favorable aux travailleurs » pour le PQ d'antan. Le but est de faire pression sur le PQ pour y retourner comme le Regroupement démocratique pour l'indépendance (RDI) des ministres dissidents du PQ de Johnson est retourné au PQ de Parizeau. Désespérant de l'autonomisme de Lisée, ON accentue la pression sur le PQ en lorgnant QS.

On peut penser cependant qu'il envisage d'y rester tout dépendant des sondages et des résultats de l'élection de 2018. QS n'a rien à négocier avec ON. Mais il doit l'accueillir correctement sans l'humilier contrairement à ce que René Lévesque a fait avec le RIN en refusant une adhésion de groupe pourtant acceptée pour le RN droitiste. Je suggère d'accepter ON parmi les collectifs auxquels on donnerait — enfin — un droit de représentation au congrès et au Conseil national. J'ajouterais pour ON que la direction de QS propose l'élection de son chef au CNN. À ON ensuite de mener une lutte interne pour sa conception de la Constituante, etc..

Tous ces débats laisseront manifestement des traces particulièrement entre la direction médiatique du parti et la militance montréalaise et peut-être davantage. Si les options 'B' ou 'C' ou un de leurs multiples avatars l'emportent, le fossé risque de se transformer en gouffre au fur et à mesure du développement acrimonieux des débats et des négociations qui iront jusqu'à l'extrême limite. Et la scission finira par s'inviter. Seul l'option 'A' est en mesure d'arrêter la dérive non pas en fermant le débat, qui continuera dans les canaux obscurs des réseaux sociaux et même ouvertement comme il se doit en démocratie, mais en enlignant le parti sur sa tâche cruciale en période pré-électorale soit la construction-débat-propagation de sa plate-forme.

Afin d'amorcer ce débat, j'ai rédigé un canevas d'une plate-forme intitulée « un Québec indépendant pour le plein emploi écologique » en diapason avec les conclusions radicales du congrès sur la révision du programme de mai 2016, radicalisme que la montée de la CAQ impose.

Un Québec indépendant de plein emploi écologique pour sortir du pétrole

Pour éviter l'isolement que l'alliance avec le PQ prétend résoudre, s'impose une alliance qui s'adresse aux nations autochtones et aux nationalités racisées de même qu'aux mouvements sociaux dont la jeunesse qui déserte la cause indépendantiste... à moins d'être comprise comme indispensable à la cause écologique et à celle de la justice sociale. Idem pour la cause de la paix mondiale. Tant la répression que le militarisme et ses guerres, envenimées par la crise climatique, dévastent l'environnement par la grande intensité énergétique des armées, par ses destructions appelant une nécessaire reconstruction forcément énergivore et par la paralysie sociale due à la haine faisant le lit des impérialismes, grands et petits, et de leur contrepartie, le djihadisme.

Une plate-forme de plein emploi écologique sur la base des décisions du congrès du printemps 2016 sort le peuple québécois des pièges péquistes. La direction Solidaire craint de ne pas avoir la réponse parfaite pour populariser la nouvelle cible radicale, mais conforme à la science et aux objectifs des Accords de Paris, de baisser des deux tiers d'ici 2030 par rapport à 1990 les émissions de GES, et pour faire connaître l'opposition du parti tant au marché qu'à la taxe carbone. Elle craint d'être perçue comme sectaire en allant faire paître le PQ et son factice mouvement populaire, les Organisations unies pour l'indépendance (OUI). Pourtant la campagne de Bernie Sanders invoquant le socialisme a démontré que des millions de personnes aux États-Unis ont compris la nécessité de solutions radicales. Serait-ce différent dans le Québec du Printemps érable ? La réponse à la montée de l'extrême-droite stigmatisant le Québec racisé ne peut être que la radicalisation de la gauche qui mobilise le mouvement social et sa pleine participation aux luttes populaires terriblement absentes pour l'instant.

De grands chantiers écologiques au cœur de la plate-forme

Le radicalisme du dernier congrès sur la crise climatique appelle à une plate-forme qui soit une remise à niveau et un élargissement du Plan vert pour sortir du pétrole de 2014. Il faut réhabiliter selon la fine pointe de la technologie écologique d'ici 2030 l'ensemble du stock de bâtiments du Québec tout en multipliant les bâtiments à quasi consommation zéro d'énergie comme la bibliothèque publique de Varennes. Plus crucialement, car c'est là où le bât blesse, il faudra imposer en 15 ans le transport électrique des livraisons de proximité à partir de pôles de transbordement maritime-rail et être très avancé dans la transition du transport à longue distance par cabotage et par train intermodal. Le transport des personnes devra être assuré majoritairement en 2030 d'abord et avant tout par le transport collectif électrifié et un complément d'auto-partage communautaire plus important dans les petites villes et les villages.

Québec solidaire ne subventionnera pas les entreprises car l'efficacité énergétique abaissera leurs coûts. Le parti les obligera à se doter d'une politique d'écologie du lieu de travail, en accord avec les syndicats à instaurer partout, assurant sécurité du travail et au travail. Les entreprises, individuellement et conjointement, seront tenus de reconverter les emplois devant être supprimés pour raison écologique. La Banque d'État préconisée par les Solidaires financera les PME délaissées par les banques de même que les petits et moyens propriétaires devant rénover leurs logements tout en assurant une protection des loyers. L'ensemble des institutions financières et para-financières sera mobilisé pour financer à bon compte la plate-forme pour le plein emploi écologique.

Ces grands chantiers écologiques seront la voie royale vers le plein emploi, épine dorsale de la lutte contre la pauvreté et les inégalités, que l'on pourra à juste titre qualifier d'écologique. Ces grands chantiers du Plan vert Solidaire annonçaient 160 000 emplois. La plate-forme pour le plein emploi écologique y ajoutera un réinvestissement massif anti-austérité dans les services publics car ces emplois sont aussi écologiques en plus d'être féministes parce que les femmes en sont les principales bénéficiaires tant comme travailleuses rémunérées que domestiques. Ces emplois requièrent en effet une masse d'énergie humaine mais très peu d'énergie fossile tout comme ils enrichissent les relations personnelles aux dépens du consumérisme. Une mauvaise santé découle de près ou de loin d'une cause environnementale à commencer par le stress compétitif.

Ces grands chantiers se combineront à la baisse du temps de travail à 35 heures semaine sans baisse de revenu ce qui libérera du temps pour socialiser, s'éduquer, créer et militer, contrepartie du consumérisme. Ce Québec de plein emploi écologique et social, suffisamment sensibilisé, se dotera d'une politique d'immigration sans frontière pour combler les postes vides et enrichir sa culture. La hausse du salaire minimum à 15\$ est aussi écologique car une travailleuse pauvre est forcée à acheter de la pacotille vite à renouveler, de la nourriture agro-industrielle et souvent une vieille auto énergivore tout comme à louer un logement mal isolé.

Québec solidaire n'attendra pas les Calendes grecques pour légiférer en termes de zonage, de code du bâtiment et autres obligations afin d'amorcer le processus d'une ville sans auto solo et sans bungalow, atteignable dès 2050. La ville nouvelle aura comme complément une agriculture biologique de fermes familiales et coopératives adéquatement soutenues pénétrant le tissu urbain et liée à la ville par un maximum de circuits

courts impliquant obligatoirement les entreprises de distribution alimentaire.

Les ménages québécois, une fois informés adéquatement, seront heureux de ce soulagement budgétaire consistant à se débarrasser de leurs automobiles en faveur d'un transport public gratuit du XXI^{ie} siècle qui n'a rien à voir avec le REM (voir annexe), de renoncer à la maison unifamiliale et même en rangée en faveur d'un logement collectif de qualité adossé à des services de proximité, à un réseau bicyclette-piéton et au transport public, y compris l'autopartage, et avec accès à l'agriculture urbaine au sol ou sur les toits.

Un plan financièrement réaliste, à gratuité mobilisatrice et requérant l'indépendance

Il faut arrêter de flipper à propos du financement. Le Plan vert 2014 prévoyait cinq milliards l'an, ce qui permet d'amorcer la pompe. Une réforme fiscale en profondeur, dont le blocage des paradis fiscaux, y suffirait. La Coalition mains rouges a démontré que le seul Québec fédéral pouvait aller chercher dix milliards \$ de plus l'an en revenus fiscaux supplémentaires. Le cadre financier Solidaire 2014 prévoyait des revenus fiscaux extra de treize milliards \$ l'an. Rappelons que financement ne signifie pas nécessairement dépense budgétaire mais investissement récupérable. On finance les mégawatts de la réhabilitation énergétique des bâtiments et les flottes de camions électrifiés de la même façon que les mégawatts d'Hydro-Québec. Sauf que l'utilisateur, par la conservation de l'énergie, débourse moins pour payer sa dette que ses frais énergétiques initiaux.

La clef de voûte mobilisatrice de la plate-forme pour le plein emploi écologique en est la gratuité du transport collectif sur dix ans. Il l'est déjà à l'intérieur de petites villes comme Chambly, Ste-Julie et Beauharnois. Cette revendication-clef a le même potentiel mobilisateur que la gratuité scolaire l'a été pour le Printemps érable 2012. La gratuité scolaire, comprise dans le cadre d'une éducation citoyenne non marchande, est de soi écologique. Elle ouvre la porte à la compréhension scientifique des grands équilibres écologiques et des causes des crises écologiques qui ont tout à voir avec l'accumulation capitaliste. Elle débouche sur la recherche et la mise en place de solutions qui ont tout à voir avec la socialisation des grands moyens de production dont la Finance, les systèmes de transport et d'énergie et les entreprises d'exploitation des ressources naturelles. Évidemment, les écoles privées et la recherche universitaire prise en otage par les grandes entreprises, réservées à une élite, bloquent ce changement d'où la nécessité de supprimer les premières et de socialiser la seconde.

Le plein emploi écologique nécessite l'indépendance pour détenir les pouvoirs constitutionnels pour le réaliser et surtout pour se débarrasser de l'humiliant et paralysant fardeau du *Quebec bashing* : Les pouvoirs pour contrôler la Finance et les changes grâce à une monnaie nationale, ceux pour que le Québec ne devienne pas une passoire pétrolière et gazière et pour qu'il se sorte d'accords de libre-échange masquant la dictature des transnationales. Ces pouvoirs seront au cœur de l'apport Solidaire à la Constituante à convoquer sans plus tarder tout comme le parti réclame dès maintenant une série de réformes démocratiques centrées autour de la proportionnelle compensatoire, d'assemblée de reddition de compte et de droits de rappel des personnes élues. La Constituante permettra de reconnaître le droit à l'indépendance des nations autochtones de la province fédérale du Québec et de leur offrir l'égalité nationale dans le cadre d'une république fédérée et écologique.

Un tel projet de société emballant redonnera le goût du français à la jeunesse qui n'accepte pas la répression linguistique sauf celle contre le patronat en ce qui concerne la langue de travail et celle commerciale. Il facilitera l'intégration des communautés culturelles et racisées, surtout en termes d'emploi, et leur adhésion à la québecitude, dont le français, loin du néolibéralisme guerrier que fuient les réfugiées. Il favorisera les relations de peuple à peuple, y inclus ceux canadien et étatsunien, pour obtenir leur accord au projet indépendantiste et pour établir des ententes commerciales, financières, scientifiques, culturelles réciproquement avantageuses et, pourquoi pas, pour aller dans la même direction que le peuple québécois... ou vice-versa.

Annexe : Une alternative écologique et populaire au REM, au même coût

Le REM sert les intérêts de la Finance, de « l'industrie de la corruption » et de Bombardier et « oublie » tant l'est de Montréal que le restant du Québec. Comme alternative au même prix, on peut s'inspirer du « Grand virage » :

— Pour un budget semblable au REM, le Grand Virage inclut les lignes suivantes de tramway : 1. Anjou/Pie-IX/CHUM ; 2. Laval (Saint-Mart in)/Pie IX/méto Pie-IX ; 3. Méto Lionel-Groulx/Lachine/aéroport ; 4. Centre-ville/pont Champlain/Dix30 ; 5. Centre-ville/pont Champlain/Taschereau/méto Longueuil ; 6. Centre-ville/Côte-des-Neiges ; 7. Le Carrefour/méto Montmorency/Bois-Francs.

— Le Grand Virage inclut aussi 3 stations de méto : Pie-IX, Poirier et Bois-Francs.

— Il sera même possible de financer une ligne de tramway à Gatineau et une à Québec.

Marc Bonhomme, 17 mai 2017,

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca